



« **AMBROISE CROIZAT ET LA SÉCURITÉ SOCIALE** »

CONFERENCE-DEBAT avec MICHEL ETIEVENT

« **Ils** » veulent donner  
la sécu au privé !

**Ne laissons pas faire !**

**MERCREDI 15 FEVRIER**

**18H30**

**SALLE SQUINOBAL**

**MOÛTIERS**



## Contribution envoyée au courrier des lecteurs du DL, et, semble-t-il, non publiée...

### La Sécu n'a pas besoin d'une réforme drastique

Un débat se développe sur la Sécurité sociale dans le courrier des lecteurs, et c'est bien. Une contribution évoque l'avis de la Cour des comptes qui propose de limiter le champ d'intervention de l'assurance maladie. C'est justement ce que refuse la grande majorité de nos concitoyens, car cela ressort d'une politique d'austérité sur laquelle la Cour des comptes ne devrait pas se prononcer, le choix d'une telle politique n'étant pas « technique ». Le fameux « trou » financier de la Sécu est dû au chômage (100 000 chômeurs en moins, c'est 1,9 milliards d'euros de recettes nouvelles !), aux exonérations patronales dont bénéficient les entreprises, à l'austérité salariale, aux sommes considérables fraudées par certaines entreprises, à l'attitude de laboratoires pharmaceutiques. Il y a donc du grain à moudre pour rééquilibrer les comptes de la Sécu sans recourir à la diminution des remboursements, alors qu'une partie de la population renonce à se soigner car c'est trop cher !

L'élaboration d'une fiscalité incitative à la création d'emplois, et dissuasive pour la spéculation et l'accumulation financière serait autrement juste et efficace. Dans l'esprit de ses fondateurs, la Sécurité sociale devait assurer la protection de tous contre la maladie. C'était un projet de société. Et il faut, pour leur être fidèle, assurer un remboursement à 100%. Au contraire, ce qui est appelé « réforme drastique » est destiné à remettre en cause ce principe en réduisant l'offre de soins, détruisant la médecine du travail, ouvrant la Santé au privé en plus grand encore. Cela ne sauvera pas la Sécu, cela en diminuera le périmètre d'une façon « drastique », au moment où les progrès de la médecine devraient au contraire permettre de mieux et plus soigner ! « Les soins ont un coût », dit le lecteur évoqué. Mais la maladie en a aussi un, et il est humain. Et, lorsque l'on sait que l'évasion fiscale pratiquée par des banques, de grandes sociétés et de riches citoyens atteint un minimum de 60 milliards par an pour notre pays, on voit que, si on en a la volonté politique, on a largement de quoi combler le « trou » de la Sécu sans la réduire à une peau de chagrin. La Sécu ? Un projet à développer, pas à amoindrir.

Alain Dupenloup

### François Fillon et Emmanuel Macron contre la Sécu

François Fillon, pour la droite, veut remettre en cause l'universalité de la sécurité sociale. Il veut remettre en cause le niveau des prises en charge. Il veut confier une partie de la sécurité sociale aux assurances privées et au secteur financier. C'est un projet de casse de la protection sociale qui se trouve au cœur du projet politique de François Fillon, un homme politique qui entend imposer un régime d'austérité drastique pour notre peuple, alors qu'il a su largement profiter des avantages financiers liés à ses diverses fonctions.

Quant à Emmanuel Macron, l'inventeur de la déréglementation généralisée des transports routiers, du travail du dimanche, il propose également de remettre en cause la Sécu. Il veut ainsi imposer la diminution des cotisations sociales pour augmenter le pouvoir d'achat. Ce serait un coup de poignard dans le dos de la solidarité sur laquelle la sécurité sociale est construite !

Nicolas Sarkozy et François Hollande ensuite ont fait reculer la sécurité sociale. Des médicaments non remboursés aux hôpitaux de proximité fermés, ils n'ont eu de cesse de vouloir économiser sur la santé. Il faut inverser la tendance et reconstruire une sécurité sociale solidaire remboursant à 100%, financée par des cotisations et une mise à contribution des revenus financiers. Cela, c'est une idée moderne et démocratique.